Les élections européennes comme prochain objectif

Le Front National espère rebondir avec les élections européennes

Par Pauline Houédé*

» Le Front National connait une période de creux depuis le double rendez-vous électoral de la présidentielle et des législatives dans l'Hexagone en 2017. Désormais rebaptisé *Rassemblement National*, il espère rebondir en mai 2019 grâce aux élections européennes, scrutin qui lui est traditionnellement favorable, en utilisant le thème migratoire.

A quelques mois des élections européennes, les difficultés semblent s'accumuler pour le Front National. Environ un an et demi après des rendez-vous électoraux en demi-teinte, le parti de l'extrême droite française en proie à des problèmes judiciaires et financiers connaît une période de flottement. « Les thématiques qui ont dominé le débat en France depuis un an sont des thématiques sociales et économiques, alors que le FN est plutôt bon sur la question de l'autorité et l'immigration », estime Gilles Ivaldi, politologue spécialiste du Front National à l'Université de Nice-Sophia-Antipolis. « La France Insoumise et Jean-Luc Mélenchon se sont imposés comme les principaux opposants à Emmanuel Macron ».

Le parti fondé en 1972 et dirigé depuis 2011 par Marine Le Pen, la fille du fondateur Jean-Marie Le Pen, se remet également d'une double déception aux scrutins présidentiel et législatif du printemps 2017.

Le 7 mai 2017, au deuxième tour de la présidentielle, face à Emmanuel Macron, le FN a certes raflé près de 34 % des voix, mais a fait moins bien qu'espéré par ses troupes. « Marine Le Pen n'a pas réussi à faire du FN un parti à vocation majoritaire. Au deuxième tour, on a vu qu'il lui manquait un socle important. Le FN souffre d'un déficit de crédibilité », décrypte Gilles Ivaldi, qui décrit le parti comme « très affaibli politiquement ». Notamment en cause : un débat télévisé catastrophique, au soir du 3 mai, pour Marine Le Pen. La dirigeante du FN, très agressive, s'emmêle alors les pinceaux dans ses fiches. Le jeune fondateur d'*En Marche* réussit à prendre l'avantage d'un duel dont Marine Le Pen a ensuite reconnu la « préparation insuffisante ». Ensuite, la thématique anti-euro et le « Frexit », c'est-à-dire la sortie de la France de l'Union européenne, mis en avant par le parti lors de la campagne électorale, n'ont pas séduit les électeurs français dans l'ensemble peu disposés à suivre leurs voisins britanniques sur la voie d'une sortie de la zone euro. Enfin, en dépit de la stratégie de dédiabolisation de Marine Le Pen, qui cherche à faire oublier l'image sulfureuse que son père a transmise au parti, « le FN est toujours associé à l'extrême droite », ajoute Gilles Ivaldi, seize ans après le séisme politique de sa qualification au deuxième tour du scrutin présidentiel face à Jacques Chirac.

Un peu plus d'un mois plus tard, lors des élections législatives, une nouvelle déception attend

* Diplômée de l'Ecole supérieure de journalisme de Lille, Pauline Houédé vit et travaille depuis sept ans en Allemagne, entre Berlin et Francfort. Elle travaille notamment comme correspondante pour le quotidien économique *Les Echos*.

© Kithnapfel Fotografie

Pauline Houédé

les frontistes : avec huit députés, le FN ne parvient pas à atteindre le seuil des quinze sièges nécessaires pour former un groupe parlementaire à l'Assemblée nationale. Le précieux statut donne droit à des avantages politiques (notamment la possibilité de fixer un ordre du jour au Parlement ou plus de temps de parole), ainsi que des avantages matériels. « Marine Le Pen pensait pouvoir capitaliser sur ses succès remportés sous le mandat de François Hollande et obtenir le nombre de députés nécessaires », résume Gilles Ivaldi. Le FN reste finalement coincé dans la même situation que d'habitude, mis à l'écart par un « cordon sanitaire » efficace mis en place par les autres partis au Parlement. Les autres formations restent ainsi très réticentes à co-signer un amendement ou une proposition de loi qui émane du FN, rappelle Jean-Yves Camus, directeur de l'Observatoire des radicalités politiques à la Fondation Jean-Jaurès.

Revers ?

Jean-Yves Camus tempère cependant l'idée d'un revers électoral : « Si l'on part du constat assez réaliste selon lequel la victoire de Marine Le Pen n'était pas possible dans un scrutin uninominal majoritaire à deux tours, car elle n'a pas davantage que son père la capacité de rassembler pour former une majorité, atteindre la barre des 30 % au deuxième tour, c'est en soi assez considérable. C'est un potentiel de plus de dix millions de voix », souligne le spécialiste. Le FN avait obtenu 21,3 % des voix au premier tour, contre 17,9 % au premier tour de la présidentielle de 2012, lorsque François Hollande et Nicolas Sarkozy s'étaient affrontés au deuxième tour.

L'expert défend le même point de vue pour les législatives, rappelant la démobilisation classique après la présidentielle d'une partie de l'électorat de mouvements vaincus qui considère que les jeux sont faits, et l'absence de dose de proportionnelle dans le scrutin. « Le FN, qui avait auparavant deux sièges à l'Assemblée, en a obtenu huit. Il a quand même multiplié son score par quatre ! », rappelle-t-il.

Remous

Ces résultats électoraux ont cependant bien provoqué des remous en interne, qui se sont traduits par le départ de cadres du parti, comme celui du numéro deux, Florian Philippot. Ce dernier a claqué la porte en septembre 2017 pour fonder sa

propre formation baptisée *Les Patriotes*. Le FN a notamment perdu un de ses huit sièges à l'Assemblée avec la défection d'un parlementaire qui a rejoint ce nouveau mouvement.

Mais le départ le plus retentissant reste celui de Marion Maréchal, la nièce de Marine Le Pen, figure très populaire du parti. Quelques jours après la défaite de sa tante à la présidentielle, l'ex-députée FN du Vaucluse annonce son retrait de la vie politique. La jeune femme de 28 ans part créer une école de sciences politiques, baptisée *Issep*, qui a ouvert ses portes à Lyon en septembre. Financée par les frais de scolarité des étudiants (1990 euros pour la formation continue et 5550 euros par an pour le magistère) et des dons privés, l'école souhaite entamer les démarches dès que possible pour que l'Etat reconnaisse son diplôme. « C'est un gros pari pour Marion Maréchal », estime Jean-Yves Camus, pour qui l'ex-députée veut notamment montrer qu'elle sait faire autre chose que de la politique. « Le risque, c'est que l'affaire ne marche pas et qu'elle revienne en politique sans avoir fait la preuve qu'elle a été capable d'avoir eu une autre vie ». Car pour les observateurs, son futur retour dans l'arène politique ne fait aucun doute.

Pour Gilles Ivaldi, l'école de sciences politiques sert la stratégie de la jeune femme qui souhaite conclure une alliance avec la droite traditionnelle. Puisqu'il a été jusqu'ici impossible de mener ce rapprochement à l'intérieur des partis, Marion Maréchal veut faire le trait d'union entre la droite et l'extrême droite « dans le monde des idées et de la culture », explique le professeur. Et, à terme, « revenir au FN avec un réseau d'influence qui permet de parler avec l'ensemble de la droite »

Emplois présumés fictifs

Pendant ce temps, au sein du FN, de nouveaux périls s'accumulent, avec d'abord les poursuites judiciaires, et notamment l'affaire des emplois présumés fictifs au Parlement européen. Le parti est accusé d'avoir utilisé les fonds européens qu'il reçoit pour embaucher les assistants parlementaires de ses eurodéputés pour salarier des permanents. Le préjudice est estimé à sept millions d'euros pour la période 2009-2017. Marine Le Pen a été mise en examen fin juin 2017 par les juges du pôle financier. Ces derniers ont même gelé cet été sa dotation publique de deux millions d'euro, de peur que le parti endetté n'utilise cette somme pour rembourser ses créanciers et ne puisse, s'il était condamné, verser des dommages et intérêts au Parlement européen.

L'affaire risque de plomber très sérieusement les finances du parti, déjà habitué à faire des économies, et qui a notamment vendu en 2011 son siège de Saint-Cloud, près de Paris, pour éponger ses dettes. « La vraie difficulté du FN, ce sont ses difficultés financières », juge Gilles Ivaldi. Le parti a lancé un site pour collecter des fonds. Il y a urgence : le parti a notamment besoin d'argent pour mener sa campagne pour les élections européennes de mai 2019.

Les européennes favorables au FN ?

Le FN compte sur ce scrutin pour rebondir. « L'enjeu est double pour le FN : il faut redynamiser le parti et si possible arriver en tête ou au moins en deuxième position pour revendiquer le titre de première force d'opposition en France devant la France Insoumise ou les Républicains », explique Gilles Ivaldi. Les européennes sont historiquement des élections favorables pour le FN : c'est à Strasbourg en 1984 que Jean-Marie Le Pen a obtenu pour la première fois des sièges parlementaires, avec dix eurodéputés. C'est encore au Parlement européen que le parti a obtenu son meilleur score en 2014 (25,4 %), arrivant en tête du scrutin.

Le FN veut faire aussi bien en mai, ce qui s'annonce cependant « compliqué », pronostique Jean-Yves Camus : s'ils parviennent à déposer une liste, les « Patriotes » sécessionnistes peuvent lui voler quelques petits points, tout comme le souverainiste Nicolas Dupont-Aignan. Le FN doit aussi trouver une tête de liste, alors que l'eurodéputé Nicolas Bay, dont le nom circulait pour cette mission, a été mis en examen dans l'affaire des emplois fictifs présumés. « Tout dépend aussi du succès de la stratégie de Laurent Wauquiez, président du

© Frederic Legrand – COMEO_shutterstock.

Marine Le Pen avec sa nièce Marion Maréchal en 2016 au Salon de l'Agriculture de Paris

parti *Les Républicains*, qui est la même que celle de Franz Josef Strauß, à la tête de la CSU (de 1961 à 1988, ndlr) et qui consiste à dire: 'il ne doit rien y avoir à ma droite, c'est-à-dire à la droite des Républicains sur la ligne que j'incarne », ajoute Jean-Yves Camus.

Le thème migratoire, appelé à jouer un rôle central dans la campagne des européennes, est cependant pour le FN du pain béni : spécialiste de la question, le FN peut ainsi reléguer au second plan les thématiques économiques et son message anti-euro qui l'ont plombé en 2017. « En France, Emmanuel Macron est en difficultés sur la question migratoire, il y a un vrai créneau pour Marine Le Pen », souligne Gilles Ivaldi.

Pour se relancer, le FN a également changé de nom, optant en juin pour *Rassemblement National*, nouvelle étape dans la stratégie de dédiabolisation du parti. « Marine Le Pen est persuadée que le problème majeur du parti, ce n'est pas le caractère idéologiquement clivant de ses propositions (la «'préférence nationale', le Frexit dur...), mais son passé », souligne Jean-Yves Camus, qui fait référence notamment aux déclarations de Jean-Marie Le Pen en 1987 sur les chambres à gaz décrites comme un « point de détail de l'histoire de la Seconde Guerre mondiale ». RN, c'est pourtant précisément le nom de l'étiquette que Jean-Marie avait proposé pour les élections de 1986 aux notables de droite effrayés de rejoindre le FN et qui pouvaient ainsi garder leur autonomie, rappelle le politologue. Sur le fond, le nouveau nom ne change rien à la formation politique : « C'est un changement purement cosmétique, c'est le même programme, les mêmes leaders et les mêmes militants », résume Gilles Ivaldi.